



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme Forti
☎ 03.87.34.89.01



ARRETE

N° 2005-AG/2-57
en date du 14 février 2005

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-132 du 6 mai 2002 autorisant la société Steelcase S.A. à poursuivre l'exploitation de son usine à Sarrebourg et fixant les valeurs limites de ses rejets à compter du 30 octobre 2005.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles 28-1, 30 et 70 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-132 du 6 mai 2002 autorisant la société Steelcase S.A. à poursuivre l'exploitation de son usine à Sarrebourg, à procéder à son extension, ainsi qu'à implanter une nouvelle unité de peinture par poudrage électrostatique ;

Vu la déclaration de la société Steelcase, en date du 29 juillet 2003, relative à l'arrêt d'activité de son installation de peinture par poudrage Seripp ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 6 janvier 2005 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 21 janvier 2005 ;

Vu la lettre de la société Steelcase du 31 janvier 2005 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées du 11 février 2005 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

La société Steelcase S.A., dont le siège social est situé 56 rue Jean Giraudoux, 67035 Strasbourg Cedex, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé rue A. lumière à Sarrebourg.

Article 2 :

L'article 31.3 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-132 du 6 mai 2002 est modifié ainsi qu'il suit à compter du 30 octobre 2005 :

Les valeurs limites de rejet à respecter pour les effluents atmosphériques sont les suivantes :

Origine des émissions	Polluants	Concentration maxi en mg/Nm ³	Flux maxi en kg/h
Atelier IN SITU	C.O.V.	110	0,5
Installations d'encollage	C.O.V.	50	3
Machine à Laver Métallurgie	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,012
Installations de soudure	C.O.V.	110	0,1
	Poussières	100	0,1
Lavage Entrée	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,02
Lavage Sortie	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,02
Four nouvelle peinture	Poussières	100	0,08
Lavage Buées	Acidité totale, exprimée en H +	0,5	0,007
	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,14

La valeur limite à respecter pour le paramètre COV correspond au rejet total de composés organiques à l'exclusion du méthane exprimée en carbone total.

Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme par mètre cube rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 3 :

Le flux annuel sur l'établissement des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 20% de la quantité annuelle de solvants utilisée.

Article 4 :

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant les entrées et les sorties de solvant des installations.

Ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Il mettra notamment en évidence :

- le flux annuel des émissions diffuses de COV de l'établissement
- le flux annuel des émissions canalisées de COV de l'établissement
- un examen de la conformité par rapport aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté et les actions correctives mises en œuvre ou planifiées en cas de non-conformité
- les actions prévues pour réduire la consommation de solvants.

Article 5

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être décidées par les tribunaux compétents.

Article 6 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Sarrebourg et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 7 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 8 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Sarrebourg,
le Maire de Sarrebourg,
les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé Marc-André GANIBENQ

